

15 millions de F_{cfa}
à gagner au BANKO mardi 8 janvier

Directeur de la Publication : **Guibaï Gatama**

L'œil DU Sahel

400 FCFA

Tri-hebdomadaire régional d'informations du Nord-Cameroun N°1164 du lundi 07 janvier 2019



«Le blé peut pousser partout au Cameroun»
Lire l'interview de Clémentine Ananga Messina, ministre délégué auprès du Minader. P. 28

RÉAMÉNAGEMENT GOUVERNEMENTAL

Malaise dans le Grand-Nord

Pp. 3-



Santé publique
Les grands défis qui attendent Manaouda Malachie
P. 6



BIP 2019
Les projets alloués au Septentrion

P.p. 9- 29

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail - Patrie

MINISTRE DE L'ECONOMIE DE LA PLANIFICATION ET
DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE (MINEPAT)



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work - Fatherland

MINISTRY OF ECONOMY, PLANNING AND
REGIONAL DEVELOPMENT (MINEPAT)

Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI)

Financement : Crédit IDA N° 52 76 – CM

Agence d'exécution : SEMRY

AVIS DE SOLLICITATION DES MANIFESTATIONS D'INTERET

N°014/ASMI/MINEPAT/SEMRY/PULCI/UCP/SGC/SPM/2018 DU 03 DECEMBRE 2018

RELATIF AU RECRUTEMENT D'UNE FIRME D'INGENIERIE POUR LA REALISATION DES ETUDES TECHNIQUES ABOUTISSANT A L'ELABORATION DES PROJETS D'EXECUTION ET DOSSIERS D'APPEL D'OFFRE EN VUE DE REALISER LES TRAVAUX DE REHABILITATION DES PERIMETRES RIZICOLES DE MAGA ET YAGOUA

N° d'identification du Projet : 14394

- Le périmètre de Yagoua (SEMRY I) est alimenté par pompage des eaux de Logone et comprend 4 secteurs hydrauliques pour l'irrigation de 5 500 ha. Le système de Maga alimenté par gravité (SEMRY II) comprend quatre grands secteurs hydrauliques pour l'irrigation de 6 500 ha alimentés par le barrage de Maga. Dans le cadre de la mise en œuvre des activités du projet PULCI et afin de compléter le travail déjà entrepris pour la réhabilitation des deux périmètres en question, cet avis à manifestation d'intérêt vise à solliciter les services d'un prestataire spécialisé pour la réalisation des études techniques aboutissant à l'élaboration des projets d'exécution et dossiers d'appel d'offre en vue de réaliser les travaux de réhabilitation complète des périmètres rizicoles de Maga et Yagoua (réseaux d'irrigation et du drainage, ouvrage de contrôle et de franchissement, et pistes d'accès).
 - Les services prévus comprennent :
 - Mission 1** : Les études techniques complémentaires (i) des deux secteurs hydrauliques (étude du drainage des deux périmètres rizicoles, étude bilan hydrique et gestion de services d'eau, étude nivellement des parcelles rizicoles, stations de pompage amont et aval, et établissement du SIG/ Cartographie des périmètres), et (ii) des travaux d'aménagement périphériques (réhabilitation et protection de digues, aménagements de roues rurales, ...)
 - Mission 2** : Actualiser et compléter les projets d'exécution de deux secteurs hydrauliques au niveau du périmètre Maga (Maga-est et Maga Ouest) et deux autres au niveau de périmètre Yagoua (SP3 et SP4) ;
 - Mission 3** : Elaboration des projets d'exécution de deux secteurs hydrauliques au niveau du périmètre Maga (Pouss et Guirvidig) et deux autres au niveau de périmètre Yagoua (SP1 et SP2) sur la base de l'étude APD déjà réalisée ; élaboration d'une étude APD pour les travaux d'aménagement périphériques ;
 - Mission 4** : L'élaboration de dossiers d'appels d'offres (DAO) relatifs à l'exécution des travaux de réhabilitation des deux périmètres Maga et Yagoua et des travaux d'aménagement périphériques en deux lots.
 - Mission 5** : Appui au PULCI pour la passation des marchés des travaux, appui à l'analyse des offres et à l'établissement des contrats ; et
 - Mission 6** (conditionnelle) : Supervision et contrôle des travaux.
 - La Coordination du projet PULCI invite pour le compte du projet en question les consultants à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions comparables, disponibilité de personnel qualifié, etc.) comme indiqué ci-dessous :
 - Brochures et références concernant l'exécution de contrats analogues;
 - Capacité technique et de gestion de la firme (organisation technique et managériale);
 - Disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel en particulier dans les domaines ci-après : la conception, la réalisation et l'exploitation des réseaux d'irrigation et de drainage, les systèmes d'irrigation gravitaires, le nivellement des terres agricoles, les techniques d'arpentage modernes pour les aspects liés au système d'irrigation par gravité, le dimensionnement et le calage des ouvrages de contrôle hydraulique, l'estimation de coûts, l'économie et la technologie de construction, conception de digues en terre et protection, pistes rurales, etc.;
- Références de clients (attestation de bonne exécution délivrée par les clients) montrant une expérience de la firme dans des missions similaires pour la conception d'infrastructures d'irrigation et de drainage (15 ans minimum, 30,000 ha aménagée);
 - Expérience du travail du cabinet dans des conditions/environnements similaires (5 ans minimum);
 - Et toute autre information jugée pertinente.
- Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions du paragraphe 1.9 des « Directives : Sélection et Emploi de Consultants par les Emprunteurs de la Banque mondiale dans le cadre des Prêts de la BIRD et des Crédits et Dons de l'AID » édition janvier 2011 révisé en Juillet 2014 (« Directives de Consultants »), relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.
 - Les Consultants peuvent s'associer avec d'autres firmes pour renforcer leurs compétences respectives sous la forme d'un groupement solidaire ou d'un accord de sous-traitant. Un consultant sera sélectionné selon la méthode « Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC) ». Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Mondiale, janvier 2011, qui sont disponibles sur le site web de la Banque à l'adresse : <http://www.worldbank.org>.
 - Les consultants intéressés peuvent obtenir des informations à l'adresse qui suit du 24 décembre 2018 au 17 janvier 2019 de 08 heures à 12 heures GMT et de 14 heures à 17 heures GMT.
- « Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI), BP 46, Yagoua, Bureaux sis dans l'enceinte de la SEMRY ; Madame Elisabeth AYAKOUMO, Assistante du Coordonnateur : Tél : 676 94 34 04; e-mail : bettinayga@gmail.com ».
- Les expressions d'intérêt, en langue française en un (01) original et deux (02) copies sous enveloppe cachetée accompagnée d'une copie du dossier complet sur CD-Rom, doivent être déposées en personne, par courrier, ou par courrier électronique à l'adresse sus indiquée le 31 janvier 2019 à 13 heures, heure locale, au plus tard, dans une enveloppe scellée, avec la mention :

*«Manifestation d'intérêt
n°014/ASMI/MINEPAT/SEMRY/PULCI/UCP/SGC/SPM/2018 du 03
décembre 2018 relatif au recrutement d'une firme d'ingénierie pour la
réalisation des études techniques aboutissant à l'élaboration des pro-
jets d'exécution et dossiers d'appel d'offre en vue de réaliser les tra-
vaux de réhabilitation des périmètres rizicoles de Maga et Yagoua ».*

 Monsieur le Coordonnateur du Projet d'Urgence de Lutte Contre les Inondations (PULCI) à l'Extrême-Nord, Bureaux sis dans les locaux de la SEMRY, BP 46 Yagoua (Cameroun), e-mail : bettinayga@gmail.com.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

Fait à Yagoua, le 24 décembre 2018

**Le Coordonnateur du PULCI
LAOUMAYE MERHOYE**

RÉAMÉNAGEMENT GOUVERNEMENTAL. Cette partie du pays n'est pas récompensée à la hauteur de ses scores électoraux.

Malaise dans le Grand-Nord

Par Raoul Guivanda

Après une attente stressante, Paul Biya a enfin réaménagé son gouvernement. Le Grand-Nord qui, depuis la proclamation des résultats de la dernière élection présidentielle, brandissait avec fierté sa contribution de 47,56%, soit 1.199.507 voix sur 2.521.934 obtenus au total par le candidat Paul Biya, attendait fiévreusement sa récompense politique. En quelque sorte, une position centrale dans la gouvernance du pays, dont il a été éjecté avec le départ de Marafa Hamidou Yaya du secrétariat général de la présidence de la République en 2002.

Sur le plan qualitatif, le premier constat qui se dégage est que cette partie du pays a rarement connu une telle position au gouvernement. Le ministère de la Santé publique a été confié au jeune Manaouda Malachie, 45 ans ; l'Agriculture à Mbairobé Gabriel ; les Marchés publics à Ibrahim Talba Malla. A ces trois départements ministériels importants, s'ajoutent ceux de l'Economie et de l'Elevage, tenus respectivement par Alamine Ousmane Mey et le Dr Taïga. Va pour le volet qualitatif.

Pour ce qui est du chapitre quantitatif, le nombre de ministres et secrétaires d'Etat origi-

naires du Septentrion est resté stable. 18 avant les élections, 18 après les élections ! «Il n'y a pas eu de prime à l'effort, à cette exceptionnelle débauche d'énergie qui lui a permis de faire la différence avec le reste du pays. Il a été traité comme un partenaire politique ordinaire, à qui on n'a même pas jugé utile d'ajouter un beignet de plus sur le plateau en guise d'encouragement. Le message politique qu'envoie ce gouvernement est trop flou. En tout cas, il n'encourage plus à l'effort politique», plaisante Jean Roger Gourda, un enseignant.

PROBLÈMES

Aussi paradoxale que cela puisse être, le réaménagement gouvernemental du 4 janvier 2019 est porteur des germes déstabilisateurs pour le parti au pouvoir dans une grande partie du Grand-Nord, ceci à quelques mois des élections locales qui s'annoncent d'ores et déjà comme les plus disputées de ces vingt dernières années. La région de l'Adamaoua est, par exemple, vent debout contre le chef de l'Etat. Cinquième région en termes de contribution dans la victoire de Paul Biya, avec 190.391 voix, elle ne démord pas d'une marginalisation systématique, qui ôte aux plus grands soutiens du chef de l'Etat dans cette région, le



Paul Biya. Le chef de l'Etat.

moindre argument en faveur du Rdp. «J'ai longtemps apaisé les populations. Mais là, même les plus modérés ont perdu leur latin. Depuis le 4 janvier 2019, Paul Biya a quitté nos cœurs, nous avons basculé», explique un membre influent du Rdp dans la Vina. En cause : la maigre cagnotte gouvernementale, réduite à un secrétaire d'Etat, Madame Kouloumi Alhadji (Vina) ; à un ministre délégué, Nana Aboubakar Djalloh (Vina), et à un secrétaire général adjoint à la présidence de la République, Mohamadou Moustapha. Pas un seul ministre de plein exercice. Pas un seul.

Le gouvernement du 4 janvier dernier, espéré comme le rendez-vous de la récompense politique est finalement celui des grandes désillusions pour l'Adamaoua, région pour laquelle le sommet de l'Etat avait pourtant montré, ces derniers mois, une certaine prévenance, suscitant de grands espoirs de réintégration dans la communauté du partage et du vivre ensemble. «La région de l'Est a donné au chef de l'Etat 183.272 voix et comptabilise deux ministres de plein exercice, en plus d'un secrétaire d'Etat et d'un directeur adjoint du cabinet civil de la présidence de la République. La région de l'Ouest lui a donné 221.460 voix et regardez vous-même son panier : un ministre des Travaux publics, un autre du Développement urbain et de l'Habitat, un autre de la Recherche Scientifique... Le message du Président est clair comme l'eau de roche. Il dit que se mobiliser pour lui ne sert à rien, que voter pour son parti ou pour ses représentants ne sert non plus à rien. J'ai bien peur que nous ne prenions une sévère raclée aux élections locales, du fait de la démobilisation de nos militants», regrette un ancien ministre originaire de cette région.

Dans le Nord, c'est le département de la Bénoué, traditionnelle locomotive de la région, qui est en proie à toutes les secousses. Sous cape, c'est la consternation que traduit bien la déclaration de cet élu, député du Rdp qui voit derrière la nomination du ministre de l'Agriculture, la main incommode de lamido de Rey-Bouba. «Je n'ai rien contre Mbairobé Gabriel qui a écrit les plus belles pages de notre fleuron sportif, Coton sport de Garoua. Mais sur le plan politique, comment va-t-il s'y prendre pour nous rassembler ? Le Président n'a pas pris en compte les composantes sociologiques et religieuses de notre département, et cela ne peut

susciter que de la révolte, de l'incompréhension, de la gêne et de la démobilisation dans les rangs du Rdp comme le souhaite une certaine personnalité régionale», affirme un responsable local du Rdp qui accuse le lamido de Rey-Bouba, Boubakary Abdoulaye, d'affaiblir par des manœuvres malsaines le Rdp dans le Nord. En cause : les origines lointaines du nouveau ministre de l'Agriculture, Mbairobé Gabriel, issu de la deuxième génération d'immigrés tchadiens, dans un environnement politique dont le leadership est traditionnellement occupé par les Peuls. Derrière cette critique, se dissimule un profond malaise de la communauté peule, une des principales victimes de ce remaniement. «Nous ne sommes désormais représentés au gouvernement, en qualité de ministre de plein exercice, que par Bello Bouba Maïgari, leader de l'Undp. Dans notre formation politique, le Rdp, nous n'avons plus voix au chapitre, de l'Adamaoua à l'Extrême-Nord, en passant par le Nord. J'ignore si cette situation est le fait d'une stratégie ou non, mais le constat de notre misère politique est là, après les années glorieuses d'Ahidjo», constate Souleymanou, militant du Rdp de la Bénoué.

Dans l'Extrême-Nord, la part belle réservée à la fille aînée du Renouveau est loin d'avoir ramené la sérénité, certains départements étant pratiquement entrés en quasi rébellion politique depuis le 4 janvier 2019. Le Diamaré et le Logone et Chari illustrent parfaitement cette situation. Le maintien du très controversé Yaouba Abdoulaye a rendu groggy le premier, où le Rdp, déjà en ballottage, est au bord du précipice. «Paul Biya nous a servi une prise qui nous étouffe. Nous avons un problème politique avec le chef de l'Etat, la lucidité commande que nous le reconnaissons. Nous ne pouvons plus nier cette évidence», résume Abdoulaye, militant du Rdp. Dans le Logone et Chari, notamment dans la communauté Arabe-Choa, clé de voûte du dispositif du Rdp, le maintien du ministre délégué Adoum Gargoum, critiqué par les siens, rejeté par une partie des élus locaux, a consacré la fracture entre le Président national du Rdp et la base. Laquelle base, désarçonnée, se demande désormais à quoi se résume la politique ? En tout état de cause, les arabes-choas du Logone et Chari ne sont pas les seuls à se poser cette lancinante question. De l'Adamaoua à l'Extrême-Nord, cette interrogation perturbe les consciences. ■

Femmes et jeunes : les grands perdants

Elles étaient deux dans le précédent gouvernement : Mme Youssouf Adidja, ministre de l'Education de Base et Mme Kouloumi Alhadji, secrétaire d'Etat auprès du ministre des Forêts et de la Faune. Elle n'est désormais que seule, Mme Kouloumi Alhadji, maintenue à son poste de secrétaire d'Etat auprès du ministre des Forêts et de la Faune, à tenir le flambeau.

Les débuts du nouveau septennat ne sont donc particulièrement pas brillants pour le genre féminin. Elles n'étaient déjà pas nombreuses dans le précédent gouvernement, les voici réduites à leur plus simple expression. Et pourtant, que de femmes brillantes à la porte : Mme Djamila Babale, économiste, Mme Djeinabou Souleyman, directrice des Ressources humaines de Camtel, Mme Fane Mahammat, délégué de la Santé pour la région de l'Extrême-Nord...

De façon globale, dans cette nouvelle équipe gouvernementale, les jeunes des régions septentrionales ne sont particulièrement pas lotis alors même que le discours d'investiture du chef de l'Etat avait laissé présager de quelques signaux significatifs. Mopa Fatouing Modeste, directeur général des Impôts et



architecte des réformes, annoncé par les amoureux du travail bien fait et des résultats au gouvernement, va devoir patienter avant de franchir le grand gap. Il en est de même de Saïd Kamssouloum, actuel secrétaire général du ministère de la Défense. Son absence du gouvernement a été une réelle surprise dans la région de l'Extrême-Nord. «Lui et le ministre Manaouda Malachie étaient perçus comme la fine fleur politique de la région. Ils incarnent le Renouveau, la nouvelle classe politique», com-

mente Soloukna, responsable Rdp.

Dans l'Adamaoua, le jeune le plus en vue, Ali Bashir, est resté sur le tapis. Les militants du Rdp de la Vina s'en mordent les doigts. «C'est le chef ici. Avec tout ce qui se passe, on ne sait plus quoi penser. On attend qu'il vienne et nous donne le mot d'ordre. Nous l'attendons, mais je ne vous cache pas que nous sommes déçus», susurre Younoussa, un partisan de Paul Biya qui dit désormais être prêt à tourner la page du parti au pouvoir. ■

MALACHIE MANAOUA.

Un docteur pour soigner la Santé publique

**Par Jean Areguema**

Il est le plus jeune des membres du gouvernement du 04 jan-

vier 2019. À 45 ans, Malachie Manaouda est porté à la tête du ministère de la Santé publique. Son parcours scolaire,

universitaire, administratif et politique est couronné de succès. Malachie Manaouda a fait ses études primaires et secondaires à Mokolo dans le département du Mayo-Tsanaga où il a vu le jour. Après des études supérieures à l'université de Ngaoundéré, il entre à l'école nationale d'administration et de la magistrature (Enam) et en sort en 2003, major de sa promotion, option administration générale.

L'administrateur civil principal entame sa carrière à la présidence de la République en qualité de chargé des affaires organiques, d'octobre 2003 à août 2010. Il quitte la présidence de la République en août 2010 à la suite de sa nomination au poste de secrétaire général du ministère des Arts et de la Culture. Il occupe ce poste jusqu'en septembre 2012, date à laquelle il est

muté au ministère de l'Eau et de l'Énergie. Il y servira jusqu'en juillet 2018 où il a été porté par un décret présidentiel au fauteuil de secrétaire général du ministère du Commerce. C'est ce poste qu'il occupait jusqu'à sa nomination le 4 janvier dernier.

Malachie Manaouda est un amoureux des savoirs. Il est titulaire d'un Phd en relations internationales obtenu en 2014 à l'École nationale d'administration (Ena) de Paris et diplômé du centre canadien de recherche et d'appui à la gouvernance des organisations publiques (Cragoc) au Québec au Canada. Il est expert

en gestion de ressources humaines.

Avec un budget de plus de 207 943 milliards de francs Cfa, le ministère de la Santé publique dont hérite Malachie Manaouda figure en 6e position parmi les 20 ministères camerounais ayant les plus gros budgets de l'exercice 2019. Sur le plan politique, il a été plusieurs fois chargé de mission dans la région de l'Extrême-Nord pour le compte du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc) à l'occasion des élections présidentielles, législatives et municipales. ■

MOHAMADOU MOUSTAFA.

Le monsieur économie à Etoudi

**Par Yanick Yemga**

Dans sa région d'origine, l'Adamaoua, Mohamadou Moustafa n'est pas un personnage très connu dans la sphère publique. Une situation qui a changé depuis le décret du chef de l'État du 04 janvier 2018 qui, le propulse au poste de secrétaire général adjoint n° 2 de la présidence de la République. Désormais sous les feux des projecteurs, ce ministre plénipotentiaire hors échelle qui cultive discrétion et humilité apparaît comme le ressortissant de l'Adamaoua qui occupe la fonction la plus éminente au sein du premier gouvernement du septennat «des grandes opportunités».

Cette promotion bien accueillie à Banyo, rehausse l'éclat d'une riche carrière commencée dans la fonction publique le 10 janvier 1990. Le diplomate de formation hérite dans ses nouvelles fonctions, des dossiers économiques. Un grand challenge si l'on s'en tient aux défis titanesques qui interpellent le gouvernement dans ce secteur et notamment la recherche des financements pour concrétiser les grands projets des infrastructures énergétiques et routières.

Pour relever les défis qui l'attendent, le nouveau collaborateur direct du désormais ministre d'État, secrétaire général de la présidence de la République, Ferdinand Ngoh Ngoh, pourra s'appuyer sur ses connaissances acquises à la London School of Economics and Political Science

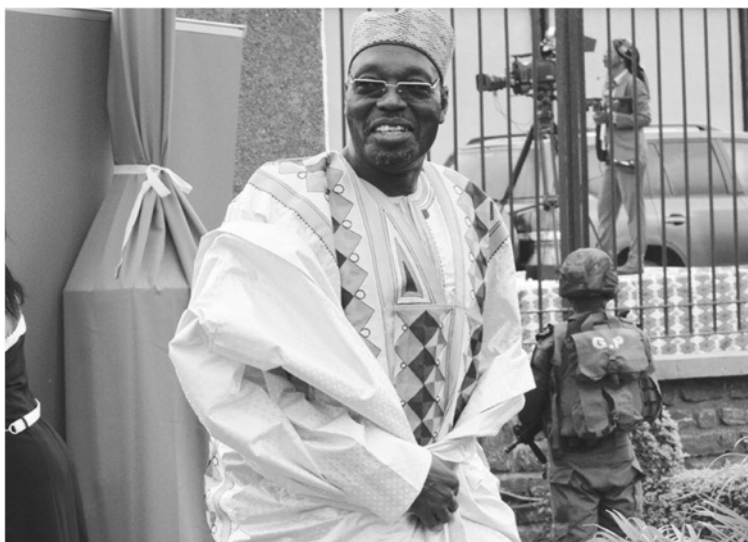
en diplomatie économique en juillet 2000. Mais aussi sur celles glanées à l'Institut supérieur de management public (Ismpp) et à la London Capital Computer College où il a respectivement suivi un cours sur «la gestion du temps», et obtenu un diplôme en technologie de l'information.

Marié et père de 04 enfants, Mohamadou Moustafa est âgé de 59 ans. Il est titulaire d'un doctorat de 3ème cycle en Relations internationales. Avant sa promotion de vendredi dernier, l'ancien secrétaire général par intérim du ministère des Relations extérieures, a occupé entre autres, les fonctions de premier secrétaire au haut-commissariat du Cameroun à Lagos (Nigeria), directeur des affaires d'Asie et des relations avec l'Organisation de coopération islamique (OCI) au Minrex (avril 2008 - janvier 2016) et haut-commissaire par intérim à Lagos.

Au cours de sa carrière de diplomate, Mohamadou Moustafa a participé à plusieurs sommets et conférences internationales. À titre d'illustration, il a pris part aux sommets des chefs d'État de Chine et d'Afrique à Beijing (2012) et Johannesburg (2015). Sur le terrain politique, le nouveau Sg/Pr n° 2 est un militant du Rassemblement démocratique du peuple camerounais (Rdpc). À ce titre, il a été porte-parole des élites du département du Mayo-Banyo pour la campagne du Rdpc à la présidentielle du 07 octobre 2018. ■

ISSA TCHIROMA BAKARY.

Le baroudeur politique s'occupera de l'Emploi

**Par Innocent-Blaise Youda**

Après une décennie passée au poste de ministre de la Communication, avec l'attribut de porte-parole du gouvernement, Issa Tchiroma Bakary va désormais s'occuper de l'Emploi et de la Formation professionnelle. Sa mutation à ce poste est diversement interprétée par les populations de la ville de Garoua, son fief politique. Pour certains, cette nomination sonne comme une mise en retrait du président national du Front pour le salut national du Cameroun (Fsn). Mais pour beaucoup d'autres,

Issa Tchiroma Bakary a hérité d'un poste stratégique qui lui permettra de continuer à apporter son soutien à Paul Biya dans l'aboutissement de sa politique. «Le secteur de l'Emploi est un secteur stratégique dans la politique du président de la République. Parvenir au plein emploi est un objectif capital pour notre pays. Se voir confier un secteur important comme celui-ci montre simplement que le président de la République compte énormément sur Issa Tchiroma Bakary pour ce septennat. Il ne sera plus en première ligne, comme ce fut le cas au

ministère de la Communication où pour des raisons professionnelles, il était très présent dans les médias, mais il a un défi très important à relever, applique la politique de Paul Biya dans le secteur de l'emploi et de la formation professionnelle», croit savoir Amadou Jean Paul, opérateur économique à Garoua.

Toujours est-il que dans les milieux politiques à Garoua, on estime que Paul Biya a gardé entre les mains d'Issa Tchiroma des armes qui lui seront d'une grande utilité lors des prochaines municipales et législatives attendues en octobre prochain.

Il est nommé ministre de la Communication le 30 juin 2009, 17 ans après sa première entrée au gouvernement le 27 novembre 1992. À l'époque, il avait été promu au poste de ministre des Transports, alors qu'il était député Undp depuis mars 1992. Une nomination qui va créer une brouille entre lui et le président national de son parti Bello Bouba Maigari. Il sera finalement exclu des rangs de l'Undp le 21 janvier 1995 avant d'aller fonder l'Andp en compagnie d'Hamadou Moustapha. Douze ans plus tard, alors qu'il n'a plus de fonction politique, il lance de

Front pour le salut national du Cameroun (Fsn) et décide changer de cap et d'accompagner le président Paul Biya dans l'accomplissement de ses objectifs. Deux ans après, il est nommé ministre de la Communication, poste qu'il va occuper de juin 2009 au 4 janvier 2009.

Issa Tchiroma Bakary est né vers 1946 à Garoua. Après des études primaires, il accède au cours supérieur professionnel de deuxième degré de Douala, puis s'envole pour la France où il entame immédiatement des études à l'École supérieure des cadres de chemin de fer français. Nanti d'un diplôme d'ingénieur en 1974, il peaufine ensuite sa formation entre 1974 et 1976 à l'Institut supérieur des matériaux et de la construction. De retour au Cameroun, il entame le 2 janvier 1977 une carrière dans les ateliers de la Regifercam à Douala où il sera tour à tour chef de section de groupe électronique, chef du dépôt, inspecteur de la formation professionnelle, chef de service entretien général et directeur adjoint des transports. En 1984, il est nommé chargé d'études à la direction générale avec rang de directeur avant d'être arrêté à la suite du coup d'État manqué d'avril de la même année. Cette année — là, il est arrêté et incarcéré à la suite du putsch de 1984. Après une période d'emprisonnement, il est placé en résidence surveillée jusqu'à 1990, lorsqu'il recouvre sa liberté, puis commence une intense période d'activité politique en étroite collaboration avec Samuel Eboua pour la création de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP). Il est d'abord secrétaire national au sein du bureau directeur provisoire chargé des affaires politiques et de l'administration rurale, avant de devenir secrétaire national chargé de l'Administration en 1992. ■

IBRAHIM TALBA MALLA.

Les Marchés publics, ce sera lui

Par Franky B. Bene

Il est d'un naturel sobre, voire effacé. Mais son rôle dans l'activité économique camerounaise et dans le secteur pétrolier notamment n'a pas été moins grand. Ibrahim Talba Malla, est depuis vendredi dernier, ministre délégué à la Présidence chargé des Marchés publics (Minmap). Une juste promotion pour un vieux briscard de l'économie camerounaise. C'est vrai que pendant une vingtaine d'années, Ibrahim Talba Malla Oumate, a dirigé avec maestria, la Caisse de stabilisation des prix des hydrocarbures. Créée le 10 mai 1974 par décret présidentiel, avec le statut d'établissement public, doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière, c'est sous son prisme que l'organisme qui a été réorganisé par décret présidentiel le 26 août 1998 joue en plein le rôle qui lui est dévolu aujourd'hui et qui est de juguler les effets négatifs de la hausse des cours internationaux de pétrole.

Le 15 février 2013, Ibrahim Talba Malla devenait le directeur général de la Société nationale de raffinage



(Sonara). Une entreprise industrielle dont la complexité est connue de tous (sic). Ici, le nouveau challenge d'Ibrahim Talba Malla se résumait à réaliser des grandes performances. « Je me dois me mettre au travail afin que les Camerounais aient un produit de qualité et en grande quantité pour satisfaire les besoins du pays que nous connaissons

en forte croissante, compte tenu des grands projets structurants qui ont commencé, nécessitant beaucoup de produits pétroliers et qui pourront mettre sous pression non seulement la raffinerie, mais aussi les importateurs » expliquait-il dès sa prise de fonction. Il faut dire qu'Ibrahim Talba Malla Oumate connaissait déjà très bien, en tant qu'administra-

teur, les problèmes de la Sonara obligée d'importer l'essentiel de ce qu'elle raffine. La preuve, son diagnostic : « Ce que nous avons une raffinerie de type simple. Dans le jargon technique, c'est une raffinerie de type reforming, c'est-à-dire qui n'a pas d'hydrocraqueur, et qui ne permet donc pas de rendre le pétrole brut suffisamment léger, et dégage

par conséquent des produits lourds dont le Cameroun aujourd'hui » dit-il. Non sans présenter son plan d'action pour renflouer la Sonara. « Mon travail portera sur l'installation d'un système d'hydrocraquage qui nous permettra de traiter notre pétrole brut en tirant le maximum de profits ».

Une tâche que l'ex inamovible directeur général de la Cspsh savait difficile. Mais qu'il a relevée. Celui qui a fait l'essentiel de ses classes à la fameuse direction des prix, poids et mesures de l'ancien ministère du Commerce et de l'Industrie. Reste maintenant à Ibrahim Talba Malla, d'aller faire montre de son savoir-faire au ministère des Marchés publics. Et de son sens de l'organisation. Il faut dire que c'est à cet originaire du Moya-Sava de 53 ans, dans l'Extrême-Nord qu'incombe la lourde charge de l'organisation du RDPC. Une lourde charge qui exigeait à la fois doigt, diplomatie, abnégation, dévouement et disponibilité immense. Avec une telle carte de visite, l'inspecteur des impôts n'a pas droit à l'échec. ■

GABRIEL MBAÏROBÉ.

Un polytechnicien dans le champ du Minader



Par I-B. Y

De tous les pronostics qui étaient avancés dans l'attente de la formation d'un nouveau gouvernement par le président de la République, très peu de personnes ont misé sur Gabriel Mbaïrobé. Plusieurs acteurs politiques de premier rang de

la région étaient sur les startings-blocs, mais Paul Biya est allé chercher un acteur de l'ombre. Il est pourtant militant du Rdpc depuis 1987. Selon les témoignages de ses camarades, il s'engage activement au sein du Rdpc à la faveur des élections municipales de 1987 aux côtés de

Ahmadou Hayatou, candidat à la mairie de Garoua. Son intégration au sein du parti est favorisée par le fait qu'il est issu de l'ethnie Laka, communauté dont la représentativité a pris de l'importance dans la ville de Garoua à cette époque. De 1992 à 2002, il est élu président du comité de base Rdpc de Roumdé-Adjia, un quartier réputé être le fief des Laka à Garoua. De 2002 à 2007, il est président de la sous-section Rdpc de Roumdé-Adjia. En 2007, il entre au bureau de la section Rdpc Bénoué centre 2 et occupe le poste de trésorier, poste qu'il occupe du reste jusqu'à ce jour. Conseiller municipal Rdpc de la commune de Garoua 2ème depuis 2013, il n'en demeure pas moins que Gabriel Mbaïrobé s'illustrait davantage sur la scène politique à Garoua par sa grande discrétion. « C'est un homme extrêmement discret. On pourrait le qualifier d'ouvrier disponible pour la cause du parti. Ce n'est pas le type à se battre pour discuter les premières places lors des meetings. Réputé courtois et discipliné, ça lui a permis de ne pas être catalogué dans les clans de bataille qu'on peut observer

dans la Bénoué et à Garoua particulièrement. Cela a été peut-être un avantage, mais maintenant, il qu'il est la personnalité du Rdpc dans la Bénoué la plus importante au sein du gouvernement, il va devoir assumer son rôle de leader. Il va concilier les différents clans qui se battent, rallier le plus grand nombre pour affronter les prochaines batailles des municipales et législatives. On lui souhaite beaucoup de chance », explique Mohamadou Bouba militant du Rdpc de la section Bénoué centre 2.

Nanti d'un baccalauréat C obtenu en 1979 au lycée classique et moderne de Garoua, il est admis l'année suivante à l'École nationale supérieure polytechnique de Yaoundé d'où il sort nanti d'un diplôme d'ingénieur polytechnicien en électromécanique en 1984. La même année, le 9 janvier 1984, il est recruté à la Sodecoton et est nommé chef d'usine égrenage de l'entreprise à Guider de janvier 1985 à août 1989. Il occupera le même poste par la suite dans les usines Sodecoton de Mayo-Galké de septembre 1989 à juin 1990, Maroua de juillet

1990 à août 1992 avant de regagner le siège de la direction pour occuper le poste de chef de division égrenage. Un poste qui lui confiait la gestion et la responsabilité des neuf usines d'égrenage de la Sodecoton, des ateliers mécaniques et du service de maintenance et qu'il occupe d'août 1992 à décembre 2014. De janvier 2015 à juin 2018, il est promu directeur des huileries. Depuis juin 2018, il occupait le poste de directeur des industries de la Sodecoton jusqu'à sa nomination au poste de ministre de l'Agriculture et du Développement rural le 4 janvier dernier.

En plus de sa carrière politique et professionnelle, il a été passé 14 ans à la tête de Coton sport de Garoua, l'équipe de football fanion de la ville de Garoua et vice-président de la ligue professionnelle de football du Cameroun. Gabriel Mbaïrobé est chef de 3e degré du quartier Sarare à Garoua et président de l'association culturelle Laka (Ascula). Né à Maroua le 3 février 1958, il est veuf et père de quatre enfants. ■

RÉAMÉNAGEMENT GOUVERNEMENTAL.**Ce qu'en pensent des ressortissants du Grand-Nord****BOUBAKARI DJOUBEIROU.** président de l'Ojrdpc, Diamaré Centre II.**«Je suis vraiment déçu»**

Malgré toutes les années de militantisme et des efforts fournis, on nous maintient surplace. Je suis vraiment déçu. Nous digérons avec beaucoup de peine cette raclée. Vous-mêmes vous avez vu comment nous nous sommes déployés sur le terrain auprès des électeurs pour les convaincre à voter notre candidat. Nous avons dépensé et notre argent et notre énergie dans l'espoir que ces efforts seront récompensés. Nos attentes après les efforts déployés pour la victoire de Paul Biya étaient de voir un des nôtres nommé ministre plein. À défaut de faire monter



Yaouba Abdoulaye comme ministre titulaire, on devrait nous donner un autre ministre

plein. Je ne comprends pas pourquoi depuis des années, nous ne parvenons pas à monter comme les autres départements. Les jeunes sont fâchés et disent qu'ils vont voter le MRC ou autre parti de l'opposition lors des prochaines élections législatives et municipales. C'est une situation difficile à supporter, mais nous allons nous soumettre à la décision du président de notre parti qui a choisi ses hommes. Comme nous avons choisi de militer au sein du Rdpc, nous allons supporter dans l'espoir que le changement s'opérera bientôt. ■

DJIBRINE AMADOU. fonctionnaire.**«C'est le tout premier chrétien nommé ministre dans le Nord»**

C'est quelque chose d'inédit qui vient de se passer. Beaucoup ne se rendent pas encore compte que le président de la République en nommant Gabriel Mbairobé, fils Laka et chrétien protestant, vient de nommer pour la première fois dans la région d'origine d'Ahmadou Ahidjo, c'est-à-dire dans le Nord, un non-musulman à un poste de ministre. Ma mémoire peut me jouer des sales tours, mais dans la région du Nord quand on parle de gouvernement, que ce soit au sein du Rdpc ou dans les partis alliés, c'est toujours la Bénoué qui rafle tout, et ça toujours été les musulmans. Je ne sais pas si

c'était fait à dessein, mais aujourd'hui on observe le contraire.

Observer vous-même que cette nomination n'a pas fait l'objet de Garoua des grandes liesses généralement connues dans ces circonstances. Même ses camarades du Rdpc et la section Bénoué centre 2 se sont rendus chez lui un peu timidement pour saluer sa nomination. Je ne veux pas du tout paraître tribaliste ou sectariste, mais je note que c'est un acte qui marque une révolution et je serais bien heureux de



voir le nouveau Minader réussir dans ses nouvelles fonctions. ■

AMINA POULOH. artiste musicienne.**«L'ancien ministre va nous manquer»**

Narcisse Mouellé Kombi était un ministre qui faisait bien son travail. Dès son arrivée il a renouvelé et redynamisé toutes

les activités culturelles. Grâce à lui j'ai reçu une médaille accordée par le chef de l'État. Nous sommes contents qu'il soit resté au gouvernement, mais nous allons beaucoup le regretter parce que nous les artistes avons beaucoup d'avenir avec lui, il était très compréhensif. À son arrivée tous les artistes qui étaient découragés de ce ministère sont revenus sur scène. Il a instauré ce qui avait disparu dans la culture, médaillé les artistes. Le Festival national des arts et de la culture avait retrouvé ses lettres de noblesse. Il est l'initiateur d'un nouveau

concept qui consistait à lancer la saison culturelle. Il l'a fait dans l'Adamaoua et allait le faire cette année dans le Nord. Nous les artistes du Grand Nord avions beaucoup d'espoir en lui. Même les griots se sont affiliés à la nouvelle société des droits d'auteurs. Il a mis les jalons des maisons de la culture à l'Extrême-Nord. L'ancien ministre va nous manquer. Nous ne sommes pas contents de le voir partir ailleurs. Il avait encore beaucoup à donner parce que c'est un homme cultivé et de culture. J'espère que le nouveau ministre saura être à la hauteur de la tâche. ■

ALI BACHIR. Député Rdpc Vina.**«Nous allons nous contenter de ce que nous avons eu»**

C'est un très bon réaménagement. L'Extrême-Nord s'en sort avec des postes de souverainetés tels que la santé publique, les Marchés publics qui sont des ministères de développement et importants pour le septentrion. Le Nord tient l'agriculture qui est aussi un fleuron de développement, l'Adamaoua qui entre carrément au palais avec un poste de Secrétaire général adjoint de la présidence, nous sommes directement au cœur de l'exécutif. Nous sommes satisfaits et nous remercions le président pour avoir pensé aux populations du Grand-Nord. Nous n'allons pas le décevoir et nous allons multiplier les efforts pour qu'il pense encore plus à nous. Le secteur de l'Éducation serait un atout pour nous du fait que nous sommes en priorité. Nul n'est parfait, les gens en redemandent encore et



encore. Il faut partager et nous allons nous contenter de ce nous avons eu. Ce sont des personnes compétentes qui ont été nommées par le Président Paul Biya. L'Adamaoua qui se plaint à juste des problèmes de compréhension, le président Biya nous a mis au palais prêt de lui, le secrétariat général est le cœur de l'exécutif. Nous rêvons tous d'être prêt du président. L'Adamaoua est désormais au cœur des décisions, c'est le développement qui est important. ■

ABOUBAKAR ALADJI. activiste politique.**«Le Grand-Nord a accouché d'une petite souris»**

Pour ce qui est du gouvernement du 4 janvier 2019, nous sommes déçus, c'est un constat général. Le Grand-Nord a donné 47 % au président Biya, c'est nous qui l'avons maintenu au pouvoir. Le Grand-Nord en général attendait beaucoup de ce réaménagement. Depuis plus de 15 ans, le Diamaré n'a aucun poste ministériel important malgré tous les efforts consentis. L'Adamaoua n'a que des postes de second. Ce gouvernement ne me surprend pas. Le Grand Nord a accouché d'une souris et je l'ai répété plusieurs fois à mes frères. Il ne faut jamais

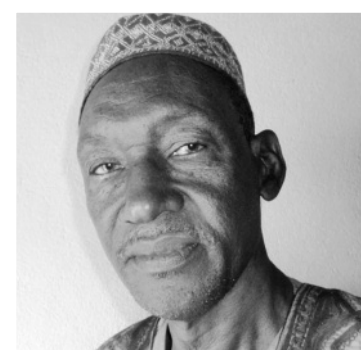


fait du 100 % à Paul Biya. On a écrasé l'opposition, il n'y aura pas de développement dans le Grand-Nord. Paul Biya nous a encore trompés et l'élite politique doit le comprendre, Paul Biya donne où on le combat. ■

HASSANA TCHIROMA. secrétaire national à l'organisation du Fsnsc.**«Il y a beaucoup à apporter aux populations»**

Ce mouvement marque naturellement un moment important et il était attendu depuis la dernière élection présidentielle. Je pense que le chef de l'État est resté dans sa logique et on note que le Front pour le salut national du Cameroun (Fsnsc) reste au sein du gouvernement. Je pense que cela traduit la reconnaissance du travail que nous avons opéré dans le cadre de la majorité présidentielle lors de la dernière présidentielle.

S'agissant de la nouvelle fonction du président national du Fsnsc, je trouve qu'on a désormais



sous notre responsabilité la gestion d'un secteur très important dans le cadre de l'objectif Émergence 2035. Dans ce rôle il y a beaucoup à apporter aux populations et aux militants en particulier. ■

POLITIQUE. Outre le ministre, de nombreuses fonctions stratégiques sont tenues par des ressortissants du Septentrion..

La Santé aux bons soins du Grand-Nord

Par Olive Atangana

Le Septentrion n'a certes pas décroché le jackpot auquel il prétendait légitimement avoir en récompense à son soutien déterminant dans la récente réélection de Paul Biya à la magistrature suprême. Dans la configuration gouvernementale issue du remaniement du 4 janvier 2019, l'on constate aisément que le Grand-Nord ne gagne pas en nombre de portefeuilles. Mais difficile pour autant, de nier le succès de cette partie du pays dans le domaine de la santé. Cela peut même être rangé dans le registre de l'inédit au Cameroun. En effet, à l'issue de cet enième remaniement de Paul Biya après 36 ans au pouvoir, il apparaît clairement que la santé a été confiée au Grand-Nord. Paul Biya a ainsi misé sur Manaouda Malachie, désormais patron du ministère de la Santé publique (Minsanté). Originaire de Mokolo dans le Mayo-Tsanaga, région de l'Extrême-Nord, le nouveau Minsanté est tout juste âgé de 45 ans. C'est donc désormais sur les épaules de ce jeune - doté d'une solide carrière dans l'administration camerounaise avec tout à tour ses passages comme secrétaire général aux ministères des Arts et de la culture, de l'Eau et l'Énergie et du Commerce.

Dans ce département, il rejoint un aîné qui y trône

depuis 1996 : Alim Hayatou. L'inamovible secrétaire d'État à la santé en charge des épidémies et des Pandémies. Quoiqu'un peu effacé, le Lamido de Garoua est en fait un cacique du gouvernement et baron au sein du ministère de la Santé publique. Et ce n'est pas tout. Emmanuel Maina Djouldé, Inspecteur général au Minsanté et originaire de l'Adamaoua vient compléter ce trio des ressortissants du Grand-Nord au Minsanté. L'ancien chef de la division de la coopération au sein de ce ministère a été au cœur de l'approche PBF, le financement basé sur la performance mise sur pied dans certaines régions dont le Nord, l'Extrême-Nord et l'Adamaoua. Mais le tableau est loin d'être complet. Car, trois postes de délégués régionaux de la santé publique sur les 10 que compte le Cameroun, sont occupés par des fils et filles du Septentrion. Il s'agit des Dr Arabo dans le Nord, Fanne Mahamat à l'Extrême-Nord et Aladji dans l'Adamaoua.

DÉFIS

Cependant, cette remarquable percée des ressortissants de la partie septentrionale n'est pas qu'un cadeau aussi bien au plan national que régional. Ici, l'enjeu n'est pas que de s'inscrire dans la continuité des actions de son prédécesseur et avoir un meilleur système de santé. Avec



Le Minsanté et le Secrétaire d'Etat.



lui, les populations de cette partie du pays en proie un peu plus que les autres régions du pays, non seulement à un plateau technique vétuste et l'insuffisance des personnels de santé et peu qualifié, mais aussi et surtout, à de considérables problèmes de santé comme les épidémies, la malnutrition aigüe, le choléra, le paludisme, les maladies dites oubliées (Pian, leishmaniose, etc.) peuvent-elles légitimement espérer une amélioration de leurs soins de santé ? Difficile à dire. « Parce qu'elles resteront pauvres. Le problème est systémique. Seul, il ne pourra pas. Ensemble, ils vont encore construire des CSI vides et ils risquent d'aggraver la

maladie. Ce qui peut changer au Grand-Nord c'est l'éducation de la jeune fille, la fourniture d'eau potable, le soutien de l'agriculture et un peu, la viabilisation des Fosa », explique un spécialiste de santé publique. La région de l'Extrême-Nord par exemple, vient d'être frappée par des épidémies dont le choléra, la rougeole le Pian. Tout comme le Nord qui a été aux prises avec le choléra pendant sept mois. Même si depuis le mois de décembre 2018 l'on assiste à une relative accalmie, il n'en demeure pas moins que la maladie a fait de réels ravages, avec sur le carreau, 58 morts et 991 cas notifiés au total.

Certains médecins eux, pen-

sent qu'il faut améliorer le plateau technique et personnels des hôpitaux.

Tout comme il faut accélérer la mise en place de la CSU, en tenant compte des réalités du Nord, « encourager les médecins à rester à leur poste parce que le taux de désertion des personnels du public est élevé. Les conditions du médecin du privé sont aussi à revoir dans le partenariat hôpital parapublic-gouvernement. Si ces aspects s'améliorent, les problèmes de santé de nos populations d'ici vont changer », soutient un médecin de l'Extrême-Nord. Et le chapelet de ces problèmes est loin d'être égrené. « Nous avons un manque criard en ressources humaines en qualité et quantité de surcroît démotivés, un plateau technique et infrastructures hospitalières insignifiants et vétustes. Les décès maternels et infantiles communautaires très accentués très accentués, le manque de matériel roulant pour les vaccinations et consultations prénatales dans la communauté »

Au plan national, il « bénéficie du désastre de 30 ans de pilotage à vue. Il trouvera plein d'incompétents dans les services centraux, des gens à pousser à la retraite, des délégations en ruines, des jeunes à coopter et mettre au-devant de la scène pour de meilleurs résultats. Il devra faire le terrain en vrai », explique l'un d'eux. ■

SANTÉ PUBLIQUE. Gestion harmonieuse des ressources humaines, construction et viabilisation des infrastructures sanitaires font partie des urgences.

Les grands chantiers qui attendent le nouveau ministre

Par O. A.

C'est l'une des belles et grandes entrées de ce remaniement gouvernemental de Paul Biya. Manaouda, Malachie, le nouveau ministre de la Santé publique (Minsanté). C'est cet administrateur civil principal de 45 ans réputé pour sa rigueur, son sérieux et son dynamisme, qui porte désormais les espoirs d'amélioration et de modernisation du système de santé au Cameroun. Le fait qu'il soit jeune et actif sur les réseaux sociaux avec notamment un compte twitter actualisé ne sont sans doute pas anodins. Dans un contexte de pauvreté grandissante, avec des disparités entre zones urbaines et rurales, le manque criard de personnel surtout au niveau rural, 20-25 % seulement des équipements médicaux opérationnels et un taux de fréquentation des hôpitaux s'élevant à 30 % seulement, le nouveau Minsanté ne devra pas se tourner les pouces, tout en poursuivant ainsi, chantiers laissés par son prédécesseur, André Mama Fouda. Au rang de ceux-ci, la réhabilitation de la carte sanitaire, la construction de 32 forages, l'achèvement et la mise en service des hôpitaux régionaux de référence, la construction de 130 Centres médicaux d'arrondis-



LA maquette de l'hôpital de référence Garoua.

sement (CMA) et Centres de Santé Intégrés (CSI), et l'équipement en matériel médical de 66 CMA et CSI.

Seulement, l'un des grands challenges réside en la viabilisation de ces formations sanitaires existants déjà sur l'étendue du territoire. Ceci en lieu et place de la vaste offensive de création de nouvelles formations sanitaires dans laquelle le ministère de la Santé publique est lancé. En effet, selon une évaluation de la Stratégie sectorielle de santé (SSS) pour la période 2016-2027, seuls 7 % des districts de santé sont viabilisés au

Cameroun. En d'autres termes, 93 % des districts de santé créés au Cameroun ne sont pas en état de fournir un service de santé adéquat aux populations. Or, l'objectif visé par les pouvoirs publics est d'atteindre le cap de 80 % de districts de santé viabilisés à échéance.

Autre grand chantier et pas des moindres, la couverture santé universelle (CSU), si chère à Paul Biya et portée par son prédécesseur. Laquelle va mobiliser dans sa mise en place, la construction de 332 formations sanitaires, dont 18 hôpitaux de districts (HD), 27 CMA et 287 CSI. Dans

le même temps, 10 281 personnels de santé dont les pédiatres, médecins, généralistes, IDE et d'autres, sont à recruter ; 1303 formations sanitaires en attente de réhabilitation (85 HD, 166 CMA et 1082 CSI). Et ce n'est pas tout. La mise en place de la CSU prévoit aussi la construction de 1046 toilettes modernes pour limiter la défécation à l'air libre si chère aux populations du Grand-Nord et 926 Fosa à approvisionner en eau potable. Pour lutter contre le paludisme, en 2019, sera organisée la 3e campagne de distribution de masse de plus de 14,8 millions de Milda dans tout le pays, en trois phases : mars, mai et septembre.

GRAND-NORD

Mais dans l'immédiat, le nouveau Minsanté devra s'attaquer à l'épineux problème du plateau technique vétuste, avec un manque criard des ressources humaines en qualité et quantité qui fait tant défaut aux Fosa et à livraison des chantiers du Planut. Notamment dans la partie septentrionale, où les travaux accusent de grands retards. Au Centre hospitalier de référence de Maroua par exemple, c'est à peine 22 % du taux de réalisation. Au Nord, le chantier de l'hôpital de référence de Bockle à Garoua avance

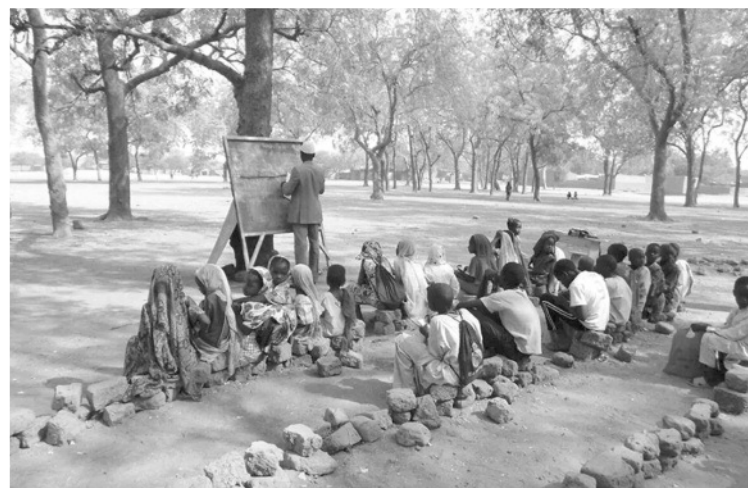
à pas de tortue, même s'il est fort de près de 50 % de réalisation, avec les bâtiments qui sortent déjà de terre et le squelette visible de l'hôpital. Toujours dans cette partie du pays au système sanitaire qui s'est affaibli, comment oublier aussi, l'épidémie de choléra qui vient de secouer le Nord et l'Extrême-Nord, avec 991 cas notifiés au 21 décembre 2018. Laquelle a fait 58 décès. Comment oublier le pian, la rougeole à l'Extrême-Nord et le Centre d'imagerie médicale de Maroua construit, mais à l'abandon pour cause de non-équipement et d'autres problèmes tels que le manque de motivation des agents de santé communautaires (ASC) qui appuient pourtant les Fosa dans plusieurs activités et d'énergie électrique dans les Fosa de brousse. « Sans énergie électrique, pas d'activités de bloc opératoire et comme nous n'avons pas d'ambulances en périphérie, nous sommes obligés de transporter les urgences chirurgicales sur les motos avec toutes les conséquences de nous connaissons », s'insurge un médecin en service dans le Mayo-Danay. Fort heureusement, le ministère a prévu dans son budget de 207 milliards de Fcfa pour l'exercice budgétaire de 2019, d'acquiescer 16 groupes électrogènes. ■

ÉDUCATION DE BASE. Cette partie du pays compte parmi les quatre zones d'éducation prioritaire.

Les chantiers d'Etoundi Ngoa dans le Septentrion



Une école à cycle complet.



Une salle de classe.

Par Nadine Ndjomo

Certains Camerounais le voyaient nommé dans tous les ministères, sauf celui de l'éducation de Base. Mais avec le dernier réaménagement ministériel du 4 janvier dernier, leurs pronostics ont été déjoués. Laurent Serge Etoundi Ngoa, ancien ministre des Petites et moyennes entreprises, de l'Economie sociale et de l'Artisanat (Minpmessa), est désormais « le maître » de l'Éducation de Base au Cameroun. Il remplace à ce poste, Youssou Adidja Alim. Celle-ci aura passé neuf ans à essayer de redresser l'éducation de Base au Cameroun et au mieux, lui redonner ses lettres

de noblesse jetées aux orties depuis belle lurette. En vain !

Avec l'arrivée de cet enseignant de rang magistral à la tête de la matrice de l'éducation au Cameroun, l'école maternelle et primaire, auront-elles de meilleurs fruits ? Des fruits qui puissent conjuguer les verbes du premier, deuxième et troisième groupe à tous les temps, sans se tromper ? Les poupons du primaire, notamment des cours moyens un et deux, pourront-ils écrire aisément leur nom sans se tromper ? Auront-ils la capacité de lire couramment leurs résumés ? De parler ou d'écrire comme Cheick Amidou Kane ou comme Guillaume Oyono Mbia Pourront-ils écrire une phrase

française sans coquilles ? Les fils de Guidiguiss, de Martap, Bélel, Kolofata, Meiganga, Ngong, Lagdo, Mokolo, Kousseri, pourront-ils recevoir le paquet minimum à temps pour dispenser les enseignements sans anicroche ? Leurs enfants pourront-ils désormais s'asseoir sur des table-bancs au lieu d'occuper le sol comme c'est le cas dans plusieurs écoles ? Pourront-ils suivre des cours dans des salles de classe au lieu de se serrer dans des huttes ? Le taux de scolarisation sera-t-il revu à la hausse dans le Septentrion ? Dans le Grand-Nord, c'est tout le mal qu'on souhaite au promu. Et le nouveau « directeur » a tout pour

changer la donne, redonner envie et faire plier...

Car avant d'être ancien Minpmessa et désormais Minedub, ce fils d'Etoundi est avant tout enseignant. Il a exercé dans plusieurs établissements secondaires. Les anciens élèves des lycées d'Obala, d'Ebolowa et du lycée Leclerc l'ont vu passer et ont bénéficié de son savoir. Quelques années plus tard, sa tête bien pleine lui a permis d'occuper la direction des études de l'École normale supérieure de Yaoundé et celui du département des sciences physiques. Titulaire d'un doctorat en physiologie animale et humaine, professeur des universités hors hiérarchie, on peut

dire avec une once d'erreur tout de même que Laurent Serge Etoundi Ngoa a le profil de la fonction, qui est désormais sienne. Il connaît la maison, mais d'en haut. Mais avec l'intelligence qu'on lui connaît, le travail, la rigueur dont il fait montre, la tâche qui est certes ardue avec les tout-petits et leurs aînés, pourrait s'avérer facile. Car, à 62 ans neuf mois et trois semaines, le sexagénaire a la poigne qu'il faut. Les stratégies et la ressource humaine riche et abondante nécessaire pour que le secteur ne soit plus en friche et que le rendement soit meilleur pour l'avenir du Cameroun. ■

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

PORT AUTONOME DE DOUALA
(P.A.D.)

DIRECTION GÉNÉRALE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PORT AUTHORITY OF DOUALA

(P.A.D.)
HEAD OFFICE

COMMUNIQUÉ 0006003/DG/PAO DU 18 DÉCEMBRE 2018

Il est porté à la connaissance de tous les acco-
niers tributaires de magasins cales par décision
n°0585-17/DG/PAD du 19 avril 2017 que :

- Suite aux contestations enregistrées relative-
ment aux superficies exploitables, le PAD a pro-
cédé à de nouveaux levés topographiques, pre-
nant en compte les prescriptions du code ISPS.
Les superficies issues de cette opération seront
transmises par courrier et serviront de base à la
facturation en cours ;
- La durée conventionnelle de l'occupation des
magasins initialement fixée à un an est proro-
gée, jusqu'au 31 mars 2019 ;
- Les demandes d'attribution des magasins cales
pour l'exercice 2019-2020 devront être dépo-
sées au PAD au plus tard le 1er février 2019

délai de rigueur ;

- Le paiement des arriérés de redevances locatives
de l'exercice écoulé sera une condition sine qua
non pour bénéficier d'une nouvelle attribution ;

Le Directeur Général du PAD compte sur la
bonne compréhension de tous et attache du prix
au respect scrupuleux des présentes mesures./-

DOUALA, LE 18 DÉCEMBRE 2018

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,



CYRUS NGO'O

JOURNAL DES PROJETS D'INVESTISSEMENT PUBLIC PUBLIC INVESTMENT PROJECT LOGBOOK

Exercice/ Financial year : 2019

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix- Travail- Patrie

Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

AVANT PROPOS

L'année 2019 marque le début du septennat des «Grandes Opportunités» et coïncide avec la 3^{ème} année du Programme Economique et Financier, appuyé par la Facilité Elargie de Crédit conclu avec le Fonds Monétaire International (FMI). Ce programme, associé aux autres programmes d'appuis budgétaires avec la BAD, la Banque Mondiale, l'Union Européenne et l'AFD a conduit à la mise en place de plusieurs réformes des finances publiques, dont notamment l'adoption du code de transparence et de bonne gouvernance dans la gestion des finances publiques au Cameroun.

Dans cette dynamique, le Gouvernement met à la disposition de tous les acteurs économiques, les projets financés par le Budget d'investissement Public (BIP), à travers différents supports et moyens de communication. Cette action vise, au-delà de la transparence, l'implication des administrations, des Partenaires Techniques et Financiers, de la Société Civile, des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), des autres démembrements de l'Etat et des bénéficiaires, dans le suivi participatif du BIP.

Le BIP 2019, élaboré dans le cadre de la mise en œuvre du nouveau Régime Financier de l'Etat, reste conforme à la stra-

tégie de développement contenue dans le DSCE et d'autres engagements prioritaires du Gouvernement, notamment la construction des infrastructures prévues pour la CAN, la poursuite de la mise en œuvre du Plan d'Urgence pour l'Accélération de la Croissance et du Plan Triennal Spécial Jeunes, la lutte contre l'insécurité et le renforcement du processus de la décentralisation, à travers une plus grande responsabilisation des CTD dans la mise en œuvre des politiques publiques au niveau local.

A cet effet, en marge des autres engagements du Gouvernement, le BIP 2019 est consacré à l'achèvement et à la mise en service des grands projets de première génération et des autres projets en cours, dont les effets attendus seront rapidement perceptibles sur l'amélioration des conditions de vie des populations et le développement du secteur privé, en vue d'une dynamique de la croissance économique soutenue et inclusive, pour une prospérité partagée.

Le Ministre de l'Economie, de la Planification
et de l'Aménagement du Territoire

Alamine Ousmane Mey

REPUBLIC OF CAMEROON

Peace- Work - Fatherland

Ministry of Economy, Planning and Regional Development

FOREWORD

2019 ushers in the seven-year term of "Great Opportunities". It also coincides with the third year of the Economic and Financial Programme, supported by the Extended Credit Facility concluded with the International Monetary Fund (IMF). This programme, alongside other budget support arrangements with the AfDB, the World Bank, the European Union and the French Development Agency (AFD), has led to the implementation of several public finance reforms, including the adoption of the Cameroon Code of Transparency and Good Governance in public finance management.

In this context, the Government is making projects funded by the Public Investment Budget (PIB) available to all economic actors through various media and communication tools. Over and above transparency, this move aims to involve administrations, Technical and Financial Partners, civil society, Local and Regional Authorities (LRAs), as well as other decentralized agencies and beneficiaries in the participatory monitoring of the PIB.

The 2019 PIB, which was prepared as part of the implementation of the new State Financial Regime, is consistent with

the development strategy spelled out in the GESP and other priority commitments of the Government, including the construction of infrastructure planned under AFCON, continuation of the implementation of the Emergency Plan for Growth Acceleration and the Three-Year Special Youth Plan, the fight against insecurity and the strengthening of the decentralization process, through greater accountability of the LRAs in the implementation of public policies at local level.

In this regard, in addition to other Government's commitments, the 2019 PIB is earmarked for to the completion and commissioning of major first-generation projects and other ongoing projects, whose expected effects will be rapidly felt in terms of improvement of the living conditions of the population and development of the private sector, for sustained and inclusive economic growth, and shared prosperity.

Alamine Ousmane Mey

Minister of the Economy, Planning
and Regional Development

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

PORT AUTONOME DE DOUALA
(P.A.D.)

DIRECTION GÉNÉRALE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PORT AUTHORITY OF DOUALA

(P.A.D.)
HEAD OFFICE

APPEL A CANDIDATURE

Avis de Recrutement au Port Autonome de Douala pour le Poste de : Expert Spécialisé en Droit du Transport Maritime, Marketing Portuaire et Facilitation du Transit Marchandise dans un Port

Faisant suite à la volonté d'optimiser la compétitivité et l'attractivité du Port de Douala, à travers notamment : la fluidification du processus de passage portuaire des marchandises, la maîtrise des coûts de passage portuaire, l'optimisation des capacités et des conditions d'exploitation du port, l'optimisation de la gestion du domaine portuaire et la consolidation de l'hinterland,

Le Port Autonome de Douala, en application de la **Résolution du Conseil d'Administration N°0602-18/CA/PAD DU 20 Septembre 2018**, adoptant le plan d'actions du Port Autonome de Douala pour l'amélioration de la compétitivité du combinat portuaire de Douala/Bonabéri sur la période 2018-2019, s'engage dans le processus de recrutement d'un expert en **Droit du Transport Maritime, Marketing Portuaire et Facilitation du Transit Marchandise dans un Port**.

Description du Poste :

Placé sous l'autorité du **Directeur Général**, le futur Expert en Droit du Transport Maritime, Marketing Portuaire et Facilitation du Transit Marchandise dans un Port, aura pour principale mission, d'accompagner la Direction Générale dans :

- la définition des objectifs stratégiques et opérationnels ;
- l'élaboration, la mise en œuvre de la politique de l'entreprise ; et
- l'élaboration des plans d'actions afférents aux domaines susvisés.

Profil recherché et expériences :

Master ou Doctorat dans les domaines suivants : Droit du Transport Maritime, Economie ou Gestion Portuaire.

- être de nationalité camerounaise ;
- être capable de gérer une équipe pluridisciplinaire ;
- avoir une bonne aptitude oratoire ;
- être capable de travailler sous pression (gestion du stress) ;
- justifier d'au moins 10 ans d'expérience réussie à un poste similaire ;
- bonne maîtrise des langues officielles (français et anglais) ;
- maîtrise de la réglementation maritime et portuaire ;
- une bonne connaissance de l'organisation de la chaîne de transport national et international ;
- une expérience dans la gestion du partenariat public-privé ;
- une expérience dans le domaine de la coopération maritime et portuaire, avec les organisations régionales et internationales ;
- maîtrise des outils et techniques de communication.

Constitution du dossier de candidature, Procédure de soumission et date de clôture des candidatures :

Si vous souhaitez faire acte de candidature, veuillez adresser au Directeur Général du Port Autonome de Douala (PAD) une lettre de motivation, accompagnée d'un CV et des photocopies de vos diplômes, à déposer au **06^{ème} étage de l'immeuble siège du PAD, Porte 616 (Bureau Central du Courrier)**.

La date de clôture des candidatures est le **Jeu 3 Janvier 2019 à 15 heures 30 minutes**.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,
CYRUS NGO'O

JOB VACANCY

Avis de Recrutement au Port Autonome de Douala pour le Poste de : An Expert in Maritime Transport Law, Port Marketing and the Facilitation of Transit Goods in a Port

Following the desire to enhance the competitiveness and attractiveness of the Port Authority of Douala, laying particular emphasis through: the fluidization of the port passage of goods procedure, the control over the costs of port passage, the enhancement of capacities and conditions of port operations, the optimization of port area management and consolidation of the hinterland,

The Port Authority of Douala, in application with the **Resolution of the Board of Directors N° 0602-18/CA/PAD of September 20, 2018**, adopting the action plan of the Port Authority of Douala for the improvement of the competitiveness of the combined Douala/Bonabéri port over the 2018-2019 period, engages itself in the process of recruiting an expert in **Maritime Transport Law, Port Marketing and Facilitation of Transit Goods in a port**.

Job Description:

Placed under the authority of the Chief Executive Officer, the future Expert in Maritime Transport Law, Port Marketing and Facilitation of Transit Goods in a Port, will have for main mission, to accompany the General Management in:

- the definition of strategic and operational objectives;
- the development, implementation of the company's policy; and
- the development of action plans related to the aforementioned fields.

Required Profile and Experience:

Candidates should have a Masters or PhD in the following fields: Maritime Transport Law, Economy or Port Management. Equally, candidates should:

- be of Cameroonian nationality;
- be able to manage a multidisciplinary team;
- have good oratory skills;
- be able to work under pressure (stress management);
- have at least 10 years of successful experience in a similar position;
- have a good command of the two official languages (French and English);
- have control of maritime and port regulations;
- possess good knowledge of the organization of the national and international transport chain;
- have experience in the management of the public-private partnership;
- have an experience in the field of maritime and port cooperation, with regional and international organizations;
- have a mastery of communication tools and techniques.

Constitution of Application file, Submission procedure and closing date of applications:

Candidates wishing to apply should endeavor to send a motivation letter to the General Manager of the Port Authority of Douala (PAD), followed by a CV and photocopies of their certificates which should be deposited at **Room 616 (the Central Office of the Mail Service) located at the 6th floor of the PAD headquarters**.

The closing date for applications is **Thursday, January 3th, 2019 at 3:30 pm prompt**.

THE GENERAL MANAGER,
CYRUS NGO'O

RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix - Travail - Patrie

PORT AUTONOME DE DOUALA
(P.A.D.)

DIRECTION GÉNÉRALE



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace - Work - Fatherland

PORT AUTHORITY OF DOUALA

(P.A.D.)
HEAD OFFICE

APPEL A CANDIDATURE

Avis de Recrutement au Port Autonome de Douala pour le Poste de : Expert spécialisé en droit maritime et de la marine marchande dans un Port.

Faisant suite à la volonté d'optimiser la compétitivité et l'attractivité du Port de Douala, à travers notamment : la fluidification du processus de passage portuaire des marchandises, la maîtrise des coûts de passage portuaire, l'optimisation des capacités et des conditions d'exploitation du port, l'optimisation de la gestion du domaine portuaire et la consolidation de l'hinterland,

Le Port Autonome de Douala, en application de la **Résolution du Conseil d'Administration N°0602-18/CA/PAD DU 20 Septembre 2018**, adoptant le plan d'actions du Port Autonome de Douala pour l'amélioration de la compétitivité du combinat portuaire de Douala/Bonabéri sur la période 2018-2019, s'engage dans le processus de recrutement d'un (01) expert en Droit Maritime et de la Marine Marchande dans un Port.

Description du Poste :

Placé sous l'autorité du **Directeur Général**, le futur Expert en droit Maritime et de la marine marchande, aura pour principale mission, d'accompagner la Direction Générale dans les missions suivantes :

- il assume la responsabilité permanente de toute l'activité du navire ;
- il en dirige personnellement les phases délicates (manœuvres), déléguant le reste du temps à un officier de quart(en mer) ou de permanence au (au port) ;
- il assure un grand nombre de tâches :
- la conduite du navire (service du pont) ;
- la supervision du service de la machine ;
- la gestion de la sécurité et de la sûreté ;
- l'exploitation commerciale du navire.

Profil recherché et expériences :

Master ou Doctorat dans les domaines suivants : Droit du Transport Maritime ou en Droit Maritime ou un diplôme Universitaire d'Expert Maritime.

- être de nationalité camerounaise ;
- être expert en navigation ;
- savoir commander ;
- bien connaître son navire ;
- justifier d'au moins 10 ans d'expérience réussie à un poste similaire ;
- bonne maîtrise des langues officielles (français et anglais) ;
- connaître le Droit Maritime ;
- maîtriser l'informatique et l'électronique de bord ;
- être un bon gestionnaire ;
- une expérience dans le domaine de la coopération maritime et portuaire, avec les organisations régionales et internationales.

Constitution du dossier de candidature, Procédure de soumission et date de clôture des candidatures :

Si vous souhaitez faire acte de candidature, veuillez adresser au Directeur Général du Port Autonome de Douala (PAD) une lettre de motivation, accompagnée d'un CV et des photocopies de vos diplômes, à déposer au **06^{ème} étage de l'immeuble siège du PAD, Porte 616 (Bureau Central du Courrier).**

La date de clôture des candidatures est le **Jeu**di 3 janvier 2019 à 15 heures 30 minutes.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL,
CYRUS NGO'O

JOB VACANCY

Recruitment Notice at the Port Authority of Douala for the Post of: An Expert in Maritime Law and Merchant Shipping in a Port

Following the desire to enhance the competitiveness and attractiveness of the Port Authority of Douala, laying particular emphasis through: the fluidization of the port passage of goods procedure, the control over the costs of port passage, the enhancement of capacities and conditions of port operations, the optimization of port area management and consolidation of the hinterland,

The Port Authority of Douala, in application with the **Resolution of the Board of Directors N° 0602-18/CA/PAD of September 20, 2018**, adopting the action plan of the Port Authority of Douala for the improvement of the competitiveness of the combined Douala/Bonabéri port over the 2018-2019 period, engages itself in the process of recruiting **an expert in Maritime Law and Merchant Shipping in a port.**

Job Description:

Placed under the authority of the **Chief Executive Officer**, the future Expert in Maritime and Merchant Shipping Law, will have for main mission, to accompany the General Management in the following missions:

- he/she will assume permanent responsibility for all the activities of the ship;
- he/she will personally direct the delicate phases (manoeuvres), delegate the rest of the time to a deck officer (at sea) or a duty office (at the port);
- he/she will carry out a large number of tasks;
- he/she will supervise the navigation pattern of the vessel (bridge service);
- he/she will supervise the machine service;
- he/she will manage the safety and security of the vessel;
- he/she will coordinate the commercial exploitation of the vessel.

Required Profile and Experience:

Candidates should have a Masters or PhD in the following fields: Maritime Transport Law or Maritime Law or a Maritime University Diploma. Equally candidates should

- be of Cameroonian nationality;
- be an expert in navigation;
- know how to command a vessel;
- know his/her ship well;
- have at least 10 years of successful experience in a similar position;
- possess a good command of official languages (French and English);
- know Maritime Law;
- have a mastery in computer science and shipboard electronics;
- be a good manager;
- be experienced in the field of maritime and port cooperation, with regional and international organizations.

Constitution of Application file, Submission procedure and closing date of applications:

Candidates wishing to apply should endeavor to send a motivation letter to the General Manager of the Port Authority of Douala (PAD), followed by a CV and photocopies of their certificates which should be deposited at **Room 616 (the Central Office of the Mail Service) located at the 6th floor of the PAD headquarters.**

The closing date for applications is **Thursday, January 3th, 2019 at 3:30 pm prompt.**

THE GENERAL MANAGER,
CYRUS NGO'O

Clémentine Ananga Messina, ministre délégué auprès du ministre de l'Agriculture et du Développement rural.**«Le blé peut pousser partout au Cameroun»****Entretien mené par
Bertrand Ayissi****Quelle appréciation faites-vous des champs expérimentaux de blé que vous avez parcouru à Wassandé, le 22 décembre 2018 ?**

Nous étions à Wassandé, pour visiter les parcelles de démonstration et de test du blé. Wassandé, concernant le blé, constitue l'une des plus de 200 parcelles de démonstration du blé au Cameroun. Il y en a à Bambui, Bansa, dans la Lékié, etc. Nous avons reçu, en collaboration avec l'Irad, des variétés que nous sommes en train de tester. Vous savez le blé constitue, avec le riz, l'une des céréales les plus consommées au monde. Et concernant notre pays, nous importons pour plus de 150 milliards FCfa chaque année, le blé sous forme de farine, de grain, sans compter les produits finis et semi-finis tels que les gâteaux, les cookies, les biscuits parce que le blé rentre dans une chaîne de valeurs très longue et très diversifiée. Et nous importons tout cela. Vous savez également que l'Institut national de la statistique a prévu un taux d'urbanisation de près de 75 % dans les années à venir. Ça veut dire que le taux de consommation du blé va doubler ou tripler dans le futur. Notre rôle, en tant que gouvernement, c'est de prévoir tout cela. Alors, nous avons recommencé à tester les variétés. Nous avons des variétés de haute altitude et celles de basse altitude, avec certains critères de la recherche avec le projet Minader qu'on appelle le Prosava chargé de la vulgarisation, ont donc mis en place ces parcelles. Quatre variétés sont sorties du lot. La prochaine étape, c'est de les observer encore pendant un ou deux ans, de sélectionner définitivement celles qui sont adaptées à chaque zone agro-écologique. Mais il faut dire que le blé peut pousser partout au Cameroun. Donc, on va donc sélectionner ces variétés et les multiplier dans des fermes-pilotes de multiplication avant de les distribuer aux producteurs. En sus, il faudra former ces producteurs aux itinéraires techniques parce que c'est une culture tout à fait nouvelle. Il s'agira de leur montrer comment produire et surtout transformer; imaginez toutes ces femmes qui font des beignets au bord de la route. Le Cameroun est réputé pour la consommation des beignets, bouillie et haricot. Donc, ça va contribuer, à terme, à assainir notre balance commerciale, limiter les importations et nous rendre beaucoup plus autonomes en matière de céréales et particulièrement, du blé.

Devrait-on comprendre, à travers votre descente dans les champs expérimentaux de**blé à Wassandé, que l'État veut relancer la Sodeblé tombée en ruine dans cette même localité ?**

Pour le moment, nous sommes en train de tester dans plus de 200 parcelles de démonstration et de champs-écoles à travers le pays. L'essentiel, c'est qu'il y ait assez de production en quantité et en qualité de blé au Cameroun; qu'on ait, pourquoi pas, un pain camerounais. Vous savez que le blé qui est blanchi, la farine qui nous arrive, peut contenir divers produits chimiques. Nous aurons donc un blé bio fabriqué au Cameroun, avec des beignets et pains bio pour qu'on essaie d'équilibrer notre balance commerciale qui est vraiment défavorable. Et le blé constitue l'un des éléments qui déséquilibrent la balance commerciale de notre pays.

Quel état des lieux avez-vous fait du projet d'appui aux jeunes agriculteurs implémenté à Wassandé ?

Nous avons visité une coopérative des jeunes agriculteurs qui fait dans la production du maïs. Ces jeunes agriculteurs ont été installés depuis presque sept ans grâce au Projet d'appui à l'installation des jeunes agriculteurs (Paija). Il s'agit d'un projet du ministère de l'Agriculture, du gouvernement, qui installe les jeunes soit dans leurs propres sites, soit dans les sites aménagés par l'État. Et à Wassandé, il s'agit des sites aménagés par l'État. Ainsi, on commence par leur construire une case, on les forme, on leur donne des parcelles, ils s'installent et sont suivis. Et grâce à l'accompagnement du gouvernement, ils s'organisent en coopérative. L'État peut donc mieux les aider; ils ont par exemple tout un parc de tracteurs parce que nous voulons que les jeunes qui se lancent dans l'agriculture soient beaucoup plus motivés, que le travail ne soit pas beaucoup plus pénible. Avec toutes leurs parcelles, ces jeunes peuvent mécaniser

l'agriculture, ils savent déjà comment mettre la chaux et les engrais dans les sols qui sont un peu acides à Wassandé. Et quand ils produisent, ils stockent dans le magasin. La filière maïs étant très diversifiée, ils font de la farine, vendent du maïs grain et même les rafles de maïs, m'ont-ils dit, sont utilisés à d'autres fins. En outre, les tiges de maïs sont utilisées pour l'alimentation du bétail. Donc, voilà un exemple très parlant de l'une des missions du gouvernement. Vous savez que le chef de l'État a demandé aux jeunes de se mettre dans l'agriculture qui est un métier. Ces jeunes nous ont dit avoir épousé des femmes, ont des enfants, ont terminé la construction de la maison initiée par l'État; ils vivent aujourd'hui du fruit de leur travail. Ils ont certes encore des petits problèmes, mais ce que j'ai lu dans leurs yeux, c'est de l'espoir. Je voudrais donc interpeller ces jeunes pour qu'ils tiennent bon. Pour ce qui est des autres acteurs, le chef de l'État a dit que, pour le septennat des grandes opportunités, on va accélérer la décentralisation.

J'ai donc interpellé le maire de Nyambaka, tout comme les autres administrations et les autorités administratives, à appuyer ces jeunes pour qu'ils puissent exploser et devenir des agro-industriels chevronnés. Ils pourront ainsi vendre, en plus de Ngaoundéré et des réfugiés, dans la sous-région. Le site Wassandé est à très fort potentiel. Le chef de l'État dit que le terre ne ment pas et nous le voyons à Wassandé.

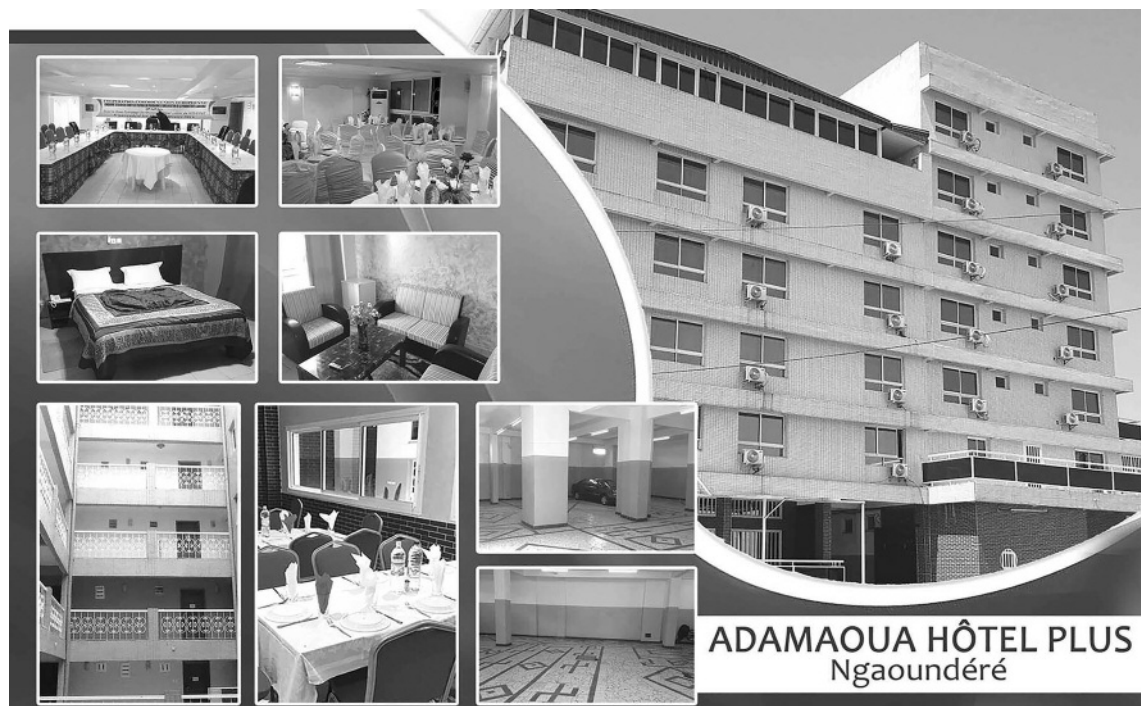
Qu'en est-il des désistements de certains jeunes du Paija à Wassandé ?

On nous a signalé quelques désistements des jeunes; c'est tout à fait normal parce que l'agriculture, c'est une entreprise, c'est un business. Le premier acquis, c'est la formation. Quand vous êtes bien formés, vous avez les armes pour pouvoir réussir. Et puis, il y a l'accompagnement. Mais pour le cas spécifique des désistements, on nous a signalé que certains jeunes ont intégré la fonction publique. Mais je suis sûre que certains de ceux-là regrettent déjà et veulent revenir. Je peux

vous assurer que la terre donne de l'argent. Quand on s'y adonne, avec amour et ardeur au travail, elle ne trahit pas. Pour moi, s'il y a un taux de désistement de 2 à 3 %, c'est une réussite à 100 %.

L'une des filières agricoles ayant le vent en poupe dans le Septentrion, c'est l'anacarde. Quelles perspectives pour cette culture ?

Dans le cadre de la diversification des revenus des producteurs, le gouvernement a pensé lancer la filière anacarde au Cameroun, qui est actuellement produit de façon artisanale dans les ménages. Nous appelons l'anacarde le cacao du Septentrion. Car dans toute cette partie aujourd'hui, l'agriculture est beaucoup plus basée sur les produits saisonniers et les cultures annuelles telles que le maïs, l'arachide, le coton et autres. Il était donc important qu'on pense à mettre en place des cultures pérennes, tel que cela se fait dans d'autres pays. L'avantage au Cameroun, étant que les producteurs auront des revenus sûrs chaque année, qui leur permettront d'investir à côté des cultures non pérennes. L'anacarde, également, permet aux producteurs d'avoir beaucoup de revenus parce que la filière est importante. La noix de cajou coûte excessivement chère et la Côte d'Ivoire est l'un des premiers exportateurs de l'anacarde dans le monde. Ce que nous avons déjà fait, en collaboration avec la recherche, c'est la production et la distribution de plus de 500 000 plants que nous avons remis aux agriculteurs et GICs et sur cinq ans, l'état devrait mettre en place plus de 20 millions de plants et nous ambitionnons de créer plus de 100 000 hectares de plantations d'anacardiens dans les années à venir. L'autre, c'est de former les agriculteurs aux itinéraires techniques et comment transformer leur anacarde en noix de cajou. ■

**ADAMAOUA HÔTEL PLUS
Ngaoundéré**

B.P.: 212 Ngaoundéré, situé à la descente de la Gare voyageurs de Ngaoundéré
Contacts : 650 10 05 51 - Email : reservation@adamaouahotelplus.com / Site web : www.adamaouahotelplus.com